

Et si l'éducation permanente disparaissait ?



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles 

Centre AVEC ASBL, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>

Et si l'éducation permanente disparaissait ?

Comme le disent les films, « les situations de ce récit étant purement fictives, toute ressemblance avec des situations existantes ou ayant existé ne saurait être que fortuite... » Néanmoins, que ceux qui recherchent une information et une prise de position sur les politiques d'encadrement et de financement du secteur associatif, en particulier de l'éducation permanente, n'hésitent pas à poursuivre leur lecture ! Cet écrit pourrait stimuler leur réflexion sur les enjeux des changements qui sont à prévoir dans notre société, pour le pire et le meilleur.

Premier mouvement : l'évènement inattendu

La récente crise économique mondiale a réveillé une véritable guerre de taux de change entre les grandes monnaies. Dans la zone euro, la forte appréciation de la monnaie a fait implorer les exportations. Le gouvernement belge n'a pas pu maintenir le déficit à l'intérieur de la trajectoire budgétaire convenue avec la Commission européenne. Ce qui a provoqué une réaction en chaîne...

Comme d'autres pays européens, la Belgique a fait l'objet d'une méfiance de plus en plus forte des marchés financiers. L'excès de sa dette publique et un effet de contagion de la crise grecque ont eu raison de ses mauvaises finances. La rente belge a explosé. Le 'spread' vis-à-vis des taux d'intérêts allemands atteint désormais plus de 10%. Rien ne va plus. Le programme national de réforme (PNR) et le programme de stabilité ou de convergence (PSC), imposés par la Commission européenne et mis en œuvre par l'Etat belge, n'ont pas convaincu les marchés et les instances financières.

La crise politique ayant fragilisé les institutions belges, celles-ci ne détiennent désormais plus de réels leviers sur l'économie et la finance de notre pays. Dans ces circonstances et après la déconfiture financière de plusieurs autres pays de l'UE aux dettes excessives, la Belgique a sagement opté pour une mise sous tutelle en échange d'une bouée de secours. Il faut dire qu'elle n'avait pas le choix, subissant les pressions des institutions internationales présentes en Belgique et ressentant l'ire des marchés financiers. Une des contreparties de l'aide a été de suivre un plan d'orthodoxie budgétaire.

C'est dans ce contexte que la Fédération Wallonie-Bruxelles a implémenté son ambitieux [sic] plan d'austérité dessiné par les instances de surveillance. Elle a réduit son effectif de fonctionnaires, diminué le financement de l'enseignement, et, parmi d'autres mesures, elle a supprimé la majeure partie de ce qui était appelé « éducation permanente ».

Les associations ont réagi en ordre dispersé. Certains ont campé devant les centres de décision bruxellois et namurois, mais le Ministre-Président et les superviseurs européens n'ont pas fléchi. Leur nouveau nom de guerre : les curateurs de la culture.

Tel pourrait s'écrire le début d'une histoire dont nous tenterons d'imaginer les conséquences sociétales. Fantaisiste ? Sur les traits, probablement. Mais sur les risques que

courent les associations d'éducation permanente à moyen ou à long terme, aucunement. Nous aurions aussi pu planter la scène d'autres scénarios ou suggérer d'autres raisons qui rendent impossible le travail quotidien du secteur de l'éducation permanente.

Ainsi, imaginons l'accession au pouvoir d'un gouvernement ultralibéral qui refuse de financer des associations qui élèvent trop souvent la voix contre leurs politiques, ou encore l'arrivée d'une crise politique communautaire où les discours populistes détricotent les solidarités de tout genre, ou enfin, une mort à plus petit feu, à savoir l'évolution continue vers une société individualiste, ségrégationniste et peu intéressée par la recherche du bien commun. Qui a dit loufoque ?

Que ces élucubrations servent de support à penser et à imaginer ce que serait la société sans *secteur reconnu et subsidié* d'éducation permanente. Observerait-on un effet papillon ou bien cette suppression ne confirmerait-elle que les tendances déjà en cours dans la société d'aujourd'hui ? La suppression de la reconnaissance impliquerait-t-elle qu'il n'y aurait plus d'activités d'éducation permanente ? Ou bien le relais serait-il pris par d'autres forces, d'autres acteurs de la société qui prendraient le dessus par leurs actions de sensibilisation, de mobilisation, de formation et de plaidoyer ?

Nous dessinons les traits de trois pistes. Voyons ensemble à quoi cela mènerait...

Un retour en arrière... aux sources

On pourrait croire qu'en supprimant le secteur reconnu et subsidié de l'éducation permanente, on reviendrait en arrière, à une société *pré-éducation populaire*. L'éducation populaire, précurseur de l'éducation permanente, s'est construite par revendications dans les sociétés industrielles aux 19^e et 20^e siècles. Il s'est forgé une place et des subsides, au fil de décennies de revendications et de militance de la classe ouvrière. Ses défenseurs historiques, les mouvements ouvriers et leurs organisations en syndicats et mouvements d'émancipation, ont obtenu de l'Etat une reconnaissance de leurs « piliers », c'est-à-dire des familles idéologiques qui organisent l'action et la sensibilisation et qui éveillent l'esprit critique auprès des dites masses ouvrières.

La perte des subsides signifierait une perte de moyens pour les mouvements liés à la libre pensée, à la militance socialiste ou sociale-chrétienne, ainsi qu'à tant d'autres acteurs d'émancipation de la dite « classe populaire ».

La France a déjà connu en partie le désengagement de l'Etat du soutien à ce secteur : l'éducation populaire ne fonctionne aujourd'hui qu'avec des subsides annuels et les associations ne peuvent plus s'engager autant dans des projets à moyen ou long terme. L'autonomie associative y est bien moindre qu'en Belgique.

Une telle « réforme » des subsides ferait perdre d'influence les principales forces historiques d'émancipation dans la société. Dès sa création, l'éducation populaire était appréciée des dirigeants patronaux parce qu'ils distraient les moins favorisés, évitant ainsi qu'ils ne se

révoltent¹. La suppression du secteur nous ramènerait donc à une période où révoltes et instabilité sociale domineraient les rapports des différentes couches de la société. Ce n'est pas tout à fait irréaliste lorsqu'on voit ce qui vit en Grèce...

Les pessimistes qui se disent réalistes diront : les classes populaires n'existent plus, et ceux qui constituaient les classes populaires ont été vendus à la société de consommation. Où sont donc ceux qui s'intéressent encore à la *res publica*, à la cité ou à la citoyenneté ? Le « système » n'a-t-il pas eu raison de la cohésion qui régnait à l'intérieur des classes sociales ?

Le paysage politique peut-il encore basculer pour plus de solidarité et plus d'entraide ? Les chamailleries et l'inertie de tant de Conseils européens nous rendent pessimistes, même si certains mettent leurs espoirs en l'émergence de nouveaux mouvements de contestation en Grèce et en Espagne.

Un virage idéologique lourd de conséquences

Dans un deuxième scénario, nous imaginons que l'éducation permanente prenne un virage idéologique, qu'elle suive une évolution semblable à la société, qu'elle devienne *mainstream*. Les associations d'éducation permanente militantes et alternatives y perdent de leur influence au profit de forces et d'acteurs plus en phase avec les messages dominants de la société actuelle.

Ainsi, les associations de défense des consommateurs combleraient le vide laissé par la critique plus idéologique anticapitaliste. Les récolteurs de pétitions en ligne prendraient le dessus sur les associations de militance politique. Les groupes de pression de type populaire perdraient leurs portes d'entrées et passerelles vers la classe politique au profit des lobbies et des *think tanks* un peu opaques. Les universités d'été seraient en perte de vitesse et remplacés par les festivals musicaux et des happenings culturels. En une phrase, la confrontation devrait faire place au consensus, la contestation se ferait de plus en plus discrète.

Le sponsoring et le mécénat seraient désormais la première source de revenus pour les acteurs restants, suivi des partenariats public-privé (émanant d'appels d'offres, à court terme) et du crowdfunding. Les autorités choisiraient de se laisser guider par des sondages et des « baromètres ». Ils procéderaient à différents benchmarking des associations, de même qu'ils soumettraient (plus encore) les associations à des critères de performance quantitatifs.

Un tel secteur de l'éducation permanente ne serait plus digne de ce nom. L'éducation populaire/permanente est née du conflit (social), et si l'Etat (social actif ou ultralibéral, pour

¹ C'est même dans ce but qu'en 1929 a été créé le Conseil supérieur de l'éducation populaire, sous un gouvernement de coalition chrétien-libéral, afin de « promouvoir tout ce qui a pour objet de procurer aux travailleurs le moyen de faire un emploi utile et moral de leurs loisirs », comme on peut le lire dans l'ouvrage « Conseil supérieur de l'éducation populaire, 1929 » et cité par « Cahiers JEB, situation actuelle et avenir de l'éducation populaire », Bruxelles, août 1960, à son tour cité par Jean Luc Degée, « L'éducation populaire interrogée par son histoire (2/2) », analyse de l'IHOES, n°127, 15 juillet 2014, www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse127.pdf.

ne citer que ces modèles) élimine l'identification ou l'expression des classes populaires, ou s'il *pervertit* l'action et la portée de l'éducation permanente, on est en droit de se demander si l'éducation permanente n'est pas morte. Comme le dit le dicton : l'opération est réussie mais le patient est décédé.

L'élaboration d'un tel scénario nous montre qu'il est déjà en partie réalisé. Nous invitons les acteurs de société à réfléchir au rôle de l'éducation permanente reconnue et subsidiée : est-ce un système D qui récupère au mieux les erreurs et laissés-pour-compte de la démocratie, du « marché » et du système éducatif ou bien des forces qui œuvrent collectivement à leur transformation ?

Réveil collectif

Le troisième scénario enfin est (un tantinet trop) optimiste et volontariste. Bien sûr, les restrictions budgétaires et la réduction des subsides y auraient plongé le monde associatif et tout particulièrement le secteur de l'éducation permanente dans une crise sans précédent. Mais qui dit crise – au sens étymologique, crise signifie moment décisif ou jugement – voit un moment propice pour commencer un mouvement décisif de changement, d'où la nécessité du jugement ou du discernement. Et là, on convoquerait les « assises de l'éducation permanente », ce qui permettrait de dégager un mouvement citoyen large qui croit en l'avenir, qui offre des pistes de changement et qui réunit une mosaïque de petits mouvements, associations et initiatives, une *communauté en transition*².

Ce réveil existe déjà en puissance. Un mouvement comme *Tout autre chose* (TAC, dont l'équivalent flamand est *Hart boven hard*) qui réunit en peu de temps plus de 10.000 signataires montre qu'il y a un monde de possibles. TAC/Hart boven Hard réunit des forces du Nord et du Sud du pays et se compose de bénévoles. La preuve qu'il est possible de monter des choses sans subsides et en dialogue. Les mouvements populaires d'accueil aux réfugiés, organisé en son temps dans le parc Maximilien à Bruxelles ou via les réseaux sociaux, sont un autre signe des temps.

De tels mouvements ne se situent pas classiquement sur l'échelle politique, à gauche ou à droite – même s'ils peuvent pencher dans un sens plus que dans l'autre. Les autres clivages de notre société sont également surmontables. Ainsi, de plus en plus d'initiatives interculturelles voient le jour et réussissent une pensée, un dialogue, une action collectifs, mouillant dans des projets communs un beau mélange de personnes de différentes origines et confessions. Des idées respectueuses et innovatrices à l'appui.

Pour qu'un tel scénario prenne le dessus sur les deux autres, il y a encore du pain sur la planche...

² A l'analogie des [villes en transition](#), ces mouvements écologistes et citoyens qui essaient un peu partout et qui ont été théorisés par Rob Hopkins.

Post-scriptum

Si l'exercice de la science-fiction nous a obligé d'imaginer les changements radicaux possibles, il a également amené la question de l'essence de l'éducation populaire ou permanente. Est-elle toujours présente ? Est-ce le virage de l'action populaire à l'éducation permanente qui a induit une perte de sens ? Ou bien est-ce l'avènement d'une société individualiste, capitaliste ou consumériste ? Sommes-nous devenus fatalistes ? Quelle action citoyenne semble encore capable d'infléchir les inégalités planétaires croissantes et l'emprise de plus en plus forte des multinationales sur la gouvernance commerciale supranationale ? Quelles seront demain les nouvelles formes d'initiative collective et d'émancipation ? Quelle sera notre contribution ? Quelle sera la persistance dans la durée de l'éducation permanente dans un monde qui change vite ?

Les travailleurs et bénévoles de l'éducation permanente sont souvent considérés comme des empêcheurs de tourner en rond. La posture d'éducation populaire ou permanente est en effet fondamentalement inconfortable. Mais imaginer un monde meilleur pour nous, pour nos enfants, pour nos amis et nos ennemis, voilà probablement le meilleur antidote aux maux de notre société postmoderne. A vos méninges ! A vos dialogues ! A vos idées !

Frédéric Rottier
Centre Avec

Ce texte s'inscrit dans le cadre d'une démarche collective volontaire qui a associé plusieurs organismes actifs dans le secteur de l'Éducation permanente. Ces associations (Cefoc, Centre Avec, CESEP, Couples et Familles, Justice et Paix, Media Animation, Pax Christi, SAW-B, Ufapec) ont défini un thème sur lequel travailler collectivement. A savoir : le rôle de contre-pouvoir des associations et l'autonomie associative. Au départ de l'ancrage et des champs d'action qui sont les siens, chaque association a produit une analyse qui reflète son point de vue sur cette thématique. Le processus entamé sera poursuivi par un débat entre elles et avec les lecteurs.